



**BCEAO**

BANQUE CENTRALE DES ETATS  
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

**Département des Etudes Economiques et de la Monnaie**

Direction de la Recherche et de la Statistique  
Service de la Balance des Paiements

## **LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE DE L'UEMOA AU TITRE DE L'ANNEE 2007**



**Juin 2009**



## SOMMAIRE

SIGLES ET ABREVIATIONS .....	4
AVANT-PROPOS.....	5
PRINCIPAUX MESSAGES.....	6
I. FAITS MARQUANTS DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2007.....	7
1.1- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL.....	7
1.2- ENVIRONNEMENT INTERNE.....	8
II. EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE .....	9
2.1 - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES.....	10
2.1.1 - Balance commerciale.....	11
2.1.2 - Balance des Services .....	13
2.1.3 - Revenus nets .....	14
2.1.4 – Balance des transferts courants .....	14
2.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES.....	15
2.2.1 - Compte de capital .....	15
2.2.2 - Compte d'opérations financières.....	15
III. EVOLUTION DES ECHANGES INTRA-UEMOA.....	18
3.1 - COMMERCE INTRA-UEMOA DE BIENS .....	18
3.2 - AUTRES TRANSACTIONS COURANTES INTRA-COMMUNAUTAIRES.....	21
3.3 - FLUX FINANCIERS INTRA-COMMUNAUTAIRES .....	21
CONCLUSION.....	22
LISTE DES ANNEXES.....	23

## LISTE DES GRAPHIQUES ET DES ENCADRES

		<i>Page</i>
<b>GRAPHIQUES</b>		
Graphique 1a	Evolution des productions des principaux produits agricoles exportés	8
Graphique 1b	Evolution des productions du secteur minier	8
Graphique 2	Soldes caractéristiques de la balance des paiements	9
Graphique 3	Evolution de la part des principaux produits exportés	12
Graphique 4	Evolution de la part des produits importés	12
Graphique 5	Evolution des services nets	13
Graphique 6	Evolution des réceptions de fonds des migrants dans l'UEMOA	15
Graphique 7	Répartition des flux d'investissements directs étrangers par pays	17
Graphique 8	Evolution du commerce intra-régional entre 2000 et 2007	18
Graphique 9	Evolution des soldes des échanges intra-communautaires en 2006 et 2007	19
<b>ENCADRES</b>		
Encadré 1	Evolution récente des investissements directs étrangers dans les pays de l'UEMOA	16
Encadré 2	Circuits de commercialisation des produits pétroliers dans l'UEMOA	19

**SIGLES ET ABREVIATIONS**

AEN	Avoirs Extérieurs Nets
BAD	Banque Africaine de Développement
BCEAO	Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest
BOAD	Banque Ouest Africaine de Développement
BTP	Bâtiment et Travaux Publics
CAF	Coût, Assurance, Fret
CEI	Communauté des Etats Indépendants d'Europe de l'Est
Cellule sous-régionale	Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA
DTS	Droit de Tirage Spécial
FOB	Franco on Bord
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FMI	Fonds Monétaire International
IADM	Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale
INS	Instituts Nationaux de la Statistique
MBDP	Manuel de la Balance des Paiements
OMC	Organisation Mondiale du Commerce
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PIB	Produit Intérieur Brut
PPTE	Pays Pauvre Très Endetté
UE	Union Européenne
UMOA	Union Monétaire Ouest Africaine
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
Union	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine

B	Bénin
BF	Burkina Faso
CI	Côte d'Ivoire
GB	Guinée-Bissau
M	Mali
N	Niger
S	Sénégal
T	Togo

## **AVANT-PROPOS**

L'approfondissement du processus d'intégration régionale requiert la disponibilité de données fiables permettant une appréciation des relations économiques entre les Etats membres de l'UEMOA, d'une part, et avec le reste du monde, d'autre part.

L'importance de la disponibilité de statistiques régionales fiables se trouve, en outre, renforcée au regard des incertitudes de l'environnement économique et financier mondial, dont l'analyse des incidences sur les économies de l'Union nécessite des informations de qualité sur les comptes extérieurs.

En permettant de mieux appréhender les performances globales de l'Union en matière de paiements extérieurs, la balance des paiements régionale s'avère être un outil d'aide à la décision en matière de politique économique et monétaire, à la disposition des Autorités de l'Union. Elle est établie à partir des balances des paiements des Etats membres, en neutralisant les échanges commerciaux et financiers intra-communautaires.

La confection de la balance des paiements régionale s'appuie également sur les travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données sur le commerce intra-UEMOA. Cette Cellule a tenu sa deuxième réunion annuelle en octobre 2008 à Dakar, aux fins de corriger les asymétries relevées dans les statistiques du commerce extérieur des Etats membres et d'évaluer les échanges transfrontaliers non contrôlés.

Les travaux de la Cellule ont permis l'élaboration d'une matrice des échanges intra-communautaires en 2007, prise en compte dans les balances des paiements des Etats, et la consolidation de la qualité de la balance régionale.

### **PRINCIPAUX MESSAGES**

- *Les transactions extérieures des Etats membres de l'UEMOA se sont soldées en 2007 par un excédent global en nette progression, nonobstant l'accroissement du solde négatif des transactions courantes.*
- *Le déficit du compte courant s'est creusé de 472,2 milliards pour se situer à 1.604,7 milliards en 2007. Hors dons, rapporté au PIB, ce déficit est passé de 5,6% du PIB en 2006 à 7,6% du PIB en 2007, soit son niveau le plus élevé depuis 1995, au lendemain du changement de parité du franc CFA. Cette dégradation du compte courant est essentiellement imputable à celle du solde des échanges de biens et services.*
- *Le déficit de la balance commerciale a atteint un niveau record, du fait des impacts conjugués de la baisse des exportations et de l'augmentation des importations. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est ainsi situé à son plus bas niveau à 86,4% en 2007.*
- *Les quatre premiers secteurs exportateurs de l'Union, à savoir ceux du pétrole, du cacao, de l'or et du coton, ont tous enregistré un repli de leurs ventes à l'extérieur.*
- *La dégradation du solde du compte courant a été toutefois atténuée par la progression des aides budgétaires reçues par les pays de l'Union et la poursuite de la hausse des réceptions de fonds des travailleurs migrants.*
- *Ces réceptions de fonds des travailleurs migrants ont principalement bénéficié au Sénégal, au Togo et au Mali.*
- *Le déficit du compte courant a été largement financé par les importantes entrées de capitaux publics et privés étrangers pour un montant de 2.356,6 milliards en 2007, en accroissement de 42,2% par rapport à 2006.*
- *Ces capitaux ont concerné les dons-projets, les cessions de licences téléphoniques, ainsi que les flux financiers au titre des investissements directs et de portefeuille.*
- *Les investissements directs ont été impulsés par le dynamisme des secteurs minier, des télécommunications, ainsi que du bâtiment.*
- *L'Union a, cependant, continué d'accumuler des arriérés de paiement extérieurs estimés à 300,4 milliards contre 382,9 milliards en 2006.*
- *Au total, l'excédent global de la balance des paiements de l'Union s'est consolidé, en s'établissant à 777,9 milliards contre 537,7 milliards en 2006.*
- *Les transactions intra-communautaires se sont maintenues sur une tendance haussière, reflétant l'approfondissement du processus d'intégration économique dans l'Union.*
- *La part des échanges intra-régionaux de biens a représenté 20,0% des exportations totales de l'Union en 2007 contre 17,5% en 2006. A titre comparatif, le commerce intra-africain se situe à environ 10,0% des exportations totales du continent.*
- *Le poids du commerce intra-régional dans l'Union est toutefois demeuré en retrait par rapport à d'autres zones d'intégration économique comme l'Union européenne (74,0%) ou les pays signataires de l'Accord de libre échange nord américain (ALENA) (51,0%).*
- *Les opérations financières intra-communautaires se sont inscrites en hausse en 2007, reflétant le dynamisme du marché régional des titres publics et la progression des investissements directs entre les Etats membres de l'Union.*

Le présent rapport analyse l'évolution des paiements extérieurs de l'Union en 2007. Il comporte trois parties :

- l'environnement économique des échanges extérieurs de l'Union en 2007 ;
- l'évolution de la balance des paiements régionale ;
- l'évolution des échanges intra-UEMOA.

## I. FAITS MARQUANTS DE L'ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE EN 2007

**Les transactions extérieures des Etats membres de l'UEMOA en 2007 se sont inscrites dans un environnement relativement peu favorable.** Celui-ci a été en effet marqué, au plan international, par la hausse significative des prix des produits pétroliers et alimentaires importés, et au niveau interne, par les contre-performances des principales filières d'exportation et la persistance des tensions de trésorerie publique.

### 1.1- ENVIRONNEMENT INTERNATIONAL

L'activité économique internationale a été marquée, en 2007, par un ralentissement du rythme de croissance dans les pays industrialisés, en raison de l'impact défavorable de la hausse des cours du pétrole et de la montée des incertitudes relatives à la crise des crédits immobiliers à risque aux Etats-Unis. Cette évolution a cependant été atténuée par le dynamisme des pays émergents, où l'augmentation des investissements directs étrangers a permis de soutenir la croissance économique mondiale ressortie à 4,9% contre une réalisation de 5,0% en 2006.

L'évolution du commerce international s'est ressentie du ralentissement de la demande dans les pays industrialisés. La croissance des exportations mondiales en volume s'est ainsi limitée à 6,0% en 2007, après avoir atteint un taux de 8,5% en 2006. En valeur, la hausse des exportations s'est, toutefois, stabilisée à 15,0%, en raison de la progression des prix. Les produits manufacturés sont demeurés les premiers biens échangés avec une part de 70% du total des exportations.

Le commerce intra-régional<sup>1</sup> a continué de dominer les échanges mondiaux, traduisant le processus de renforcement de l'intégration économique dans les différentes parties du monde. Ce commerce a représenté 55,0% des exportations mondiales en 2007, soit le même niveau qu'en 2006. La part du commerce intra-régional dans les exportations a atteint son plus bas niveau en Afrique, en s'établissant à 10,0% contre 74,0% dans l'Union Européenne, 51,0% en Amérique du nord et 50,0% en Asie.

L'année 2007 a été caractérisée par la hausse des prix internationaux de l'énergie et des produits alimentaires qui constituent une part importante des importations de l'UEMOA. Le cours moyen du baril du pétrole sur le New York Mercantile Exchange (NYMEX) s'est accru de 7,3%, en relation avec la forte baisse des stocks, le dynamisme de la demande dans les pays émergents et les incertitudes sur l'offre de pétrole, compte tenu des troubles socio-politiques dans certains pays producteurs, comme le Nigeria ou les pays du Moyen-Orient.

---

<sup>1</sup> Les régions retenues pour définir le commerce intra-régional sont celles arrêtées par l'Organisation Mondiale du Commerce, à savoir l'Amérique du nord, l'Amérique du sud, l'Union Européenne, l'Europe de l'Est, l'Afrique, le Moyen-Orient et l'Asie.

Les prix mondiaux des produits alimentaires, notamment des céréales, ont atteint des sommets jusque-là inobservés, sous l'effet d'une hausse de la demande et d'un repli de l'offre, induit par les facteurs climatiques et la réduction des surfaces agricoles cultivées. En outre, la crise mondiale du crédit qui a débuté au troisième trimestre 2007 s'est traduite par une forte volatilité sur les marchés financiers et une orientation des fonds spéculatifs vers les matières premières, notamment le blé et le riz.

Les cours des principaux produits agricoles exportés par les pays de l'Union ont également connu une progression en 2007. En effet, les prix du cacao ont progressé de 22,8% par rapport à leurs niveaux de 2006, tandis que les cours du coton progressaient de 3,4% en 2007, sous l'effet de la contraction de l'offre, en relation avec le retard dans les semis en Afrique de l'Ouest, la sécheresse et la réduction des surfaces cultivées aux Etats-Unis. Les cours du café robusta se sont, pour leur part, accrus de 29,0% en 2007, à la suite de la forte demande en Chine et en Russie.

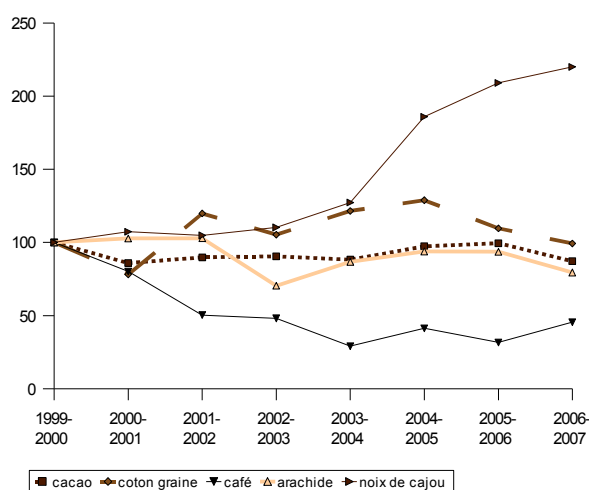
## 1.2- ENVIRONNEMENT INTERNE

L'activité économique dans les Etats membres de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) en 2007 a connu une légère décélération, le taux de croissance du Produit Intérieur Brut (PIB) réel se fixant à 3,0% contre 3,1% l'année précédente. La faiblesse de l'activité a résulté de la persistance des difficultés financières au sein de certaines filières de cultures de rente et de la baisse de la production dans le secteur minier, premier secteur d'exportation de l'Union.

En particulier, les volumes produits de pétrole brut ont diminué de 19,3%, du fait de l'ensablement de certains puits en Côte d'Ivoire. Les productions d'or et d'uranium se sont inscrites en baisse, en raison de l'épuisement de certains gisements.

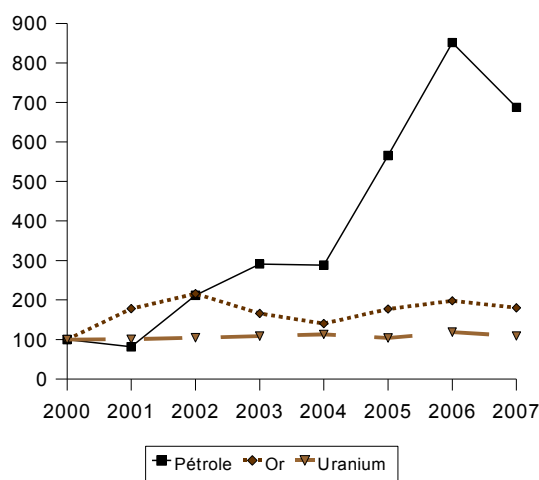
Le ralentissement de l'activité économique a été toutefois atténué par la vigueur du secteur des bâtiments et travaux publics, en rapport avec l'exécution de nombreux projets d'infrastructures.

Graphique 1a : Evolution des productions des principaux produits agricoles exportés par l'Union (en indice base 100 = 1999-2000)



Source : BCEAO

Graphique 1b : Evolution des productions du secteur minier (en indice base 100 = 2000)





Au titre des finances publiques, l'exécution des opérations financières des Etats membres de l'UEMOA en 2007 s'est traduite par un déficit global, hors dons, évalué à 5,0% du PIB, stable par rapport à 2006. Ce déficit a résulté du niveau important des dépenses de transferts et des subventions consenties dans le cadre de l'atténuation de l'incidence de la flambée des prix des produits pétroliers et des denrées alimentaires, ainsi que de la mise en œuvre de programmes de construction d'infrastructures dans certains pays de l'Union.

Le taux d'endettement extérieur s'est établi à 33,1% en dessous du niveau de 34,1% atteint en 2006 après les mesures de réduction de dette au titre de l'Initiative d'Allègement de la Dette Multilatérale (IADM). Les pays n'ayant pas bénéficié de ces allègements, à savoir la Côte d'Ivoire, la Guinée-Bissau et le Togo, continuent d'éprouver des difficultés financières qui se sont traduites par une accumulation d'arriérés de paiement extérieurs.

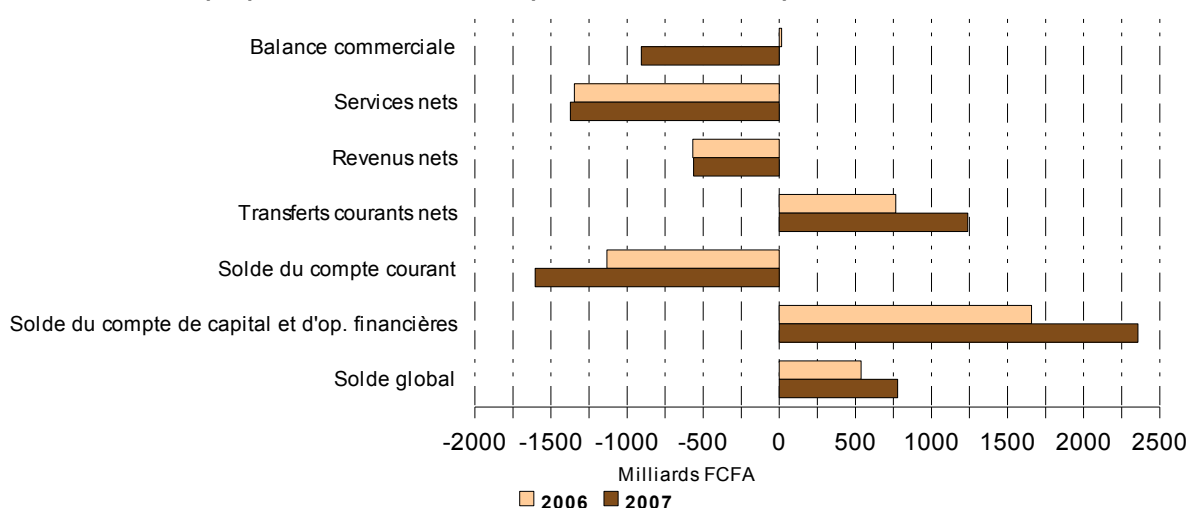
## II. EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE

**Les transactions économiques et financières de l'UEMOA avec le reste du monde se sont soldées par un excédent global en nette progression.** Cet excédent s'est établi à 777,9 milliards<sup>2</sup> en 2007 contre 537,7 milliards en 2006.

L'orientation favorable du solde global résulte d'une amélioration sensible du compte de capital et d'opérations financières qui a largement compensé l'aggravation du déficit des transactions courantes. Ce déficit s'est en effet accru de 472,2 milliards pour se situer à 1.604,7 milliards, en rapport avec la dégradation de la balance commerciale. L'excédent du compte de capital et d'opérations financières est passé, pour sa part, de 1.656,9 milliards à 2.356,6 milliards, du fait de l'accroissement important des afflux de capitaux aussi bien privés que publics.

En relation avec la consolidation de l'excédent du solde global de la balance des paiements, les réserves de change de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) sont passées de 4.013,4 milliards en 2006 à 4.795,6 milliards en 2007, soit respectivement 5,7 mois et 6,2 mois d'importations de biens et services.

**Graphique 2 : Soldes caractéristiques de la balance des paiements**



Source : BCEAO

2 Les montants sont indiqués en FCFA sauf indication contraire.

## FAITS MARQUANTS DE L'EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE DE L'UEMOA EN 2007

L'examen de l'évolution de la balance des paiements régionale de l'UEMOA au titre de l'année 2007 fait ressortir les principaux points suivants :

→ Le déficit des transactions courantes s'est creusé, en s'établissant, hors dons, à 7,6% du PIB contre 5,6% du PIB en 2006. Cette évolution reflète le recul du taux d'épargne intérieure, passé de 12,3% en 2006 à 9,1%, dans un contexte de relèvement du taux d'investissement de 17,5% en 2006 à 17,8%;

- les échanges de biens se sont soldés par un déficit record, après un léger excédent en 2006. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est établi à 86,4%, soit son plus bas niveau historique ;
- les déficits des échanges de services et des revenus ont très peu évolué ;
- l'aggravation du déficit courant a été atténuée par le quasi-doubling des transferts courants nets, sous l'impulsion des dons et des réceptions de fonds des travailleurs migrants ;

→ le déficit des transactions courantes a été compensé par l'afflux de ressources financières :

- les dons-projets se sont accrus de plus de 20% ;
- les acquisitions et cessions d'actifs non financiers ont triplé, du fait des ventes de licences d'exploitation dans le secteur minier et celui des télécommunications ;
- les entrées nettes au titre des investissements directs ont confirmé la tendance haussière enregistrée au cours des deux dernières années, en s'établissant à 698,5 milliards, après 410,1 milliards en 2006. Cette tendance est impulsée par le dynamisme du secteur minier et celui des télécommunications ;
- les investissements de portefeuille ont renoué avec un excédent, après trois années de sorties nettes ;
- les accumulations d'arriérés de paiement extérieurs ont toutefois persisté dans certains Etats.

### 2.1 - COMPTE DES TRANSACTIONS COURANTES

**Le déficit des transactions courantes a atteint en 2007 un niveau record, jamais enregistré depuis 1995, au lendemain du changement de parité du franc CFA.** Il s'est situé à 1.604,7 milliards, après 1.132,6 milliards un an auparavant. Hors dons, il s'est établi à 7,6% du PIB contre 5,6% du PIB en 2006 et une moyenne de 2,5% pour l'Afrique subsaharienne.

Cette dégradation marquée du compte courant est essentiellement imputable à celle du solde des échanges de biens et services, dont l'impact a été atténué par la poursuite de la progression de l'excédent des transferts courants nets publics et privés.

### **2.1.1 - Balance commerciale : déficit record résultant des effets conjugués d'un repli des exportations et d'une croissance accélérée des importations**

Les échanges de biens se sont ressentis des contre-performances des principales filières d'exportations (pétrole, cacao, or, coton) qui se sont traduites par une baisse de leurs productions et, par conséquent, des quantités exportées. L'incidence du recul des exportations sur la balance commerciale a été aggravée par la détérioration des termes de l'échange induite par la flambée des cours internationaux du pétrole et des produits alimentaires importés par l'Union.

Le déficit de la balance commerciale s'est ainsi établi à un niveau record de 906,3 milliards, après un léger excédent de 15,6 milliards en 2006. Le taux de couverture des importations par les exportations s'est replié pour se fixer à 86,4%, soit son plus bas niveau historique, contre 100,3% en 2006.

#### ***2.1.1.1- Exportations de biens : recul des recettes en rapport avec la baisse de la production dans les quatre premiers secteurs d'exportation***

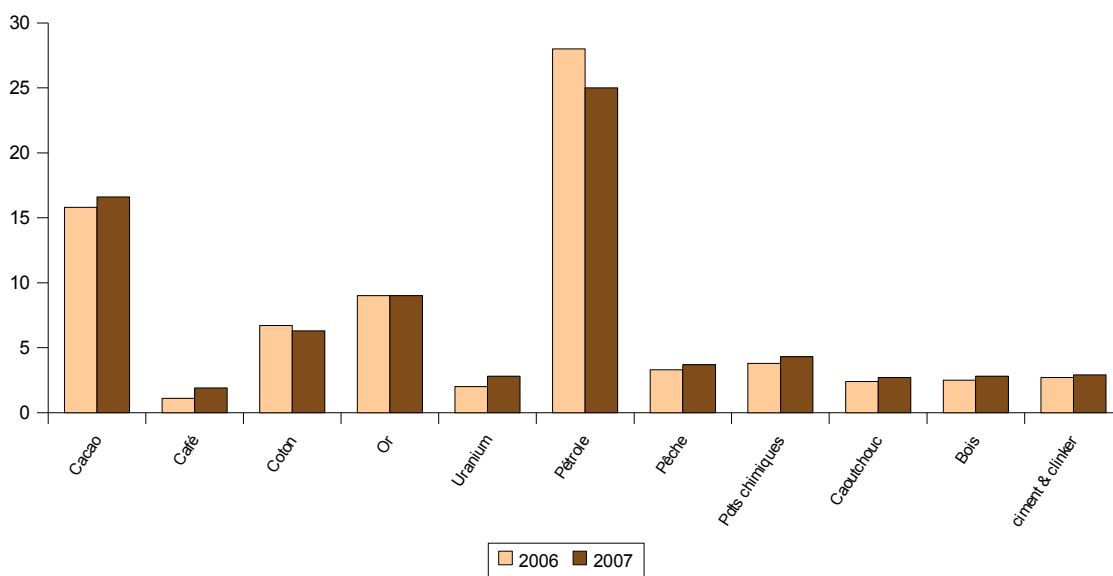
L'année 2007 a constitué une rupture avec la tendance à la hausse soutenue des exportations enregistrée sur les trois dernières années. Les exportations se sont situées à 5.757,2 milliards, soit un recul en rythme annuel de 6,6%, après une progression de 11,9% enregistrée en 2006.

La baisse des exportations dans l'UEMOA en 2007 résulte, d'une part, de facteurs conjoncturels, notamment, l'ensablement des puits de pétrole et l'apparition de la maladie brune dans la filière cacaoyère en Côte d'Ivoire et, d'autre part, de la persistance des difficultés organisationnelles de certaines filières agricoles d'exportation.

Les quatre premiers secteurs exportateurs de l'Union, à savoir ceux du pétrole, du cacao, de l'or et du coton ont tous enregistré un repli de leurs ventes à l'extérieur. En effet :

- les recettes d'exportation de produits pétroliers de l'Union ont diminué de 16,4%, nonobstant la poursuite de la hausse des cours sur le marché mondial. Cette baisse est principalement liée au recul de 19,2% des exportations de pétrole brut par la Côte d'Ivoire ;
- les exportations de cacao se sont légèrement repliées de 0,9% à 1.057,5 milliards en 2007. Cette diminution est imputable à la baisse de 9,0% des quantités exportées par la Côte d'Ivoire, en liaison avec la maladie brune qui a affecté la production ;
- les exportations d'or se sont ressenties de la baisse de la production, induite par l'épuisement progressif des réserves des sites miniers de Morila, Sadiola et Yatela au Mali, ainsi que les difficultés de l'orpaillage au Niger et au Burkina. Les recettes d'exportations sont ressorties à 565,4 milliards, en recul de 11,2% ;
- les recettes générées par les exportations des produits du coton ont, pour leur part baissé, du fait de la persistance des difficultés d'ordre organisationnel que rencontre la filière et du désintérêt des producteurs pour cette culture. Elles ont diminué de 12,8%, en liaison avec la chute des tonnages exportés.

Graphique 3 : Evolution de la part des principaux produits exportés (en %)

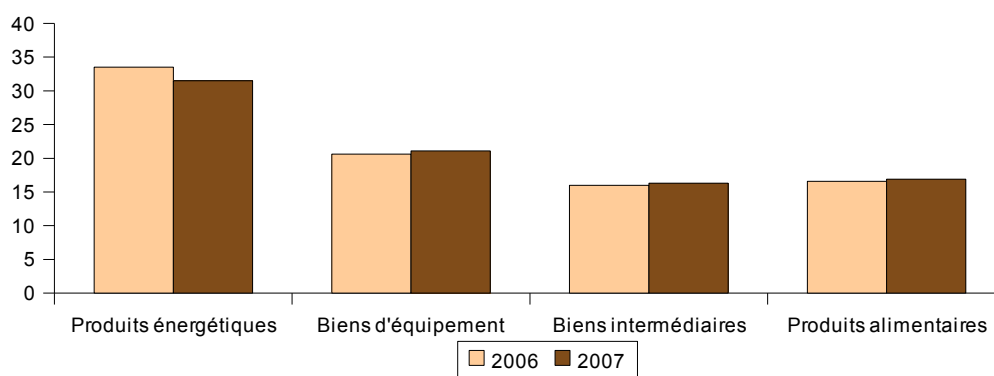


Sources : BCEAO, INS

### **2.1.1.2- Importations de biens : en nette progression en rapport avec l'évolution des cours internationaux de produits pétroliers et alimentaires et les achats de biens d'équipement**

Les importations de biens de l'Union ont enregistré une accélération en 2007, avec un taux de croissance annuel ressorti à 12,9%, après 6,1% en 2006. La hausse des achats à l'extérieur a concerné l'ensemble des groupes de produits. Ceux-ci sont constitués des produits énergétiques, des biens d'équipement, des produits alimentaires et de biens intermédiaires avec des parts respectives de 31,0%, 21,0%, 17,0% et 16,0%, quasiment stables par rapport à 2006.

Graphique 4 : Evolution des parts des produits importés (en %)



Sources : BCEAO, INS

Les importations de produits énergétiques sont estimées en 2007 à 3.166,2 milliards, en progression de 6,4% par rapport à 2006, en rapport avec le renchérissement des cours sur le marché international.

L'accroissement des prix internationaux a également porté sur les produits alimentaires, dont les importations ont progressé de 15,1% en 2007 contre 2,1% en 2006, pour s'établir à 1.698,3 milliards. La hausse des cours a singulièrement concerné les céréales.

Les importations de biens d'équipement et intermédiaires se sont sensiblement accrues au cours de l'année 2007. Elles ont progressé respectivement de 15,3% et 15,0% par rapport à 2006, en relation avec l'exécution des programmes de construction d'infrastructures publiques dans certains Etats et les investissements massifs notés dans le secteur minier.

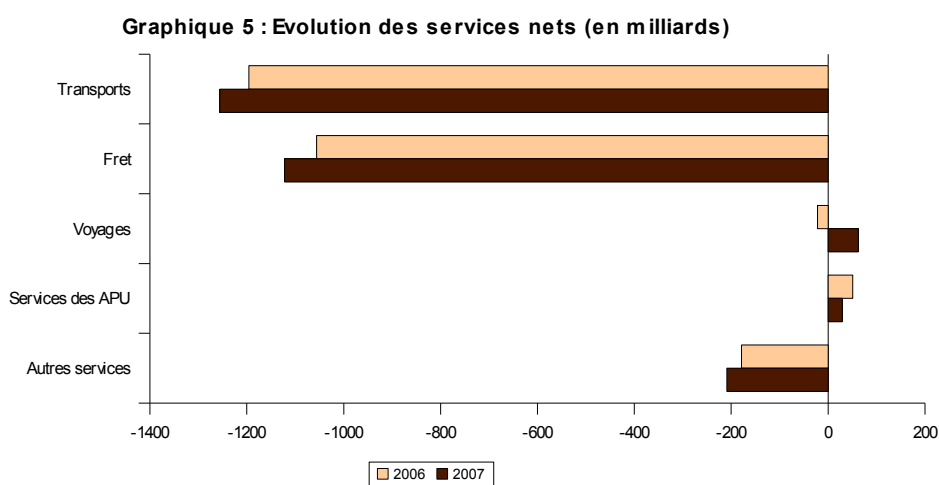
### 2.1.2 - Balance des Services : léger accroissement du déficit, en raison de l'incidence de la hausse des importations de services de transport, atténuée par l'impact de la progression des recettes touristiques

Le déficit des services est ressorti en légère progression, passant de 1.346,0 milliards en 2006 à 1.373,1 milliards en 2007. Cette évolution est liée à la poursuite de la dégradation du solde des transports et à un repli de l'excédent des services aux Administrations publiques, dont les effets ont été partiellement compensés par la nette augmentation des recettes touristiques.

Le déficit des transports s'est situé à 1.255,8 milliards contre 1.195,9 milliards, en liaison essentiellement avec l'accroissement de 6,2% du fret, dans le sillage de la forte croissance des importations de biens.

La réduction de l'excédent des services fournis ou reçus par les Administrations publiques de 50,1 milliards en 2006 à 29,3 milliards en 2007 est liée particulièrement aux paiements effectués par la Côte d'Ivoire dans le cadre de la dépollution des sites contaminés par le déversement des déchets toxiques à Abidjan.

L'incidence de ces facteurs a été atténuée par l'évolution favorable du poste « Voyage », retraçant les recettes et les dépenses touristiques. Le solde de ce poste est passé d'un déficit de 21,9 milliards à un excédent de 62,6 milliards. Cette évolution reflète la croissance des revenus touristiques induite par la tenue de diverses manifestations internationales et l'apaisement du climat socio-politique en Côte d'Ivoire. Les progressions de recettes touristiques les plus importantes ont été relevées en Côte d'Ivoire, au Mali et au Sénégal.



Source : BCEAO

### **2.1.3 - Revenus nets : repli continu du déficit à la suite des allègements de dette dont ont bénéficié certains pays de l'Union**

Le solde déficitaire des revenus a enregistré pour la troisième année consécutive une légère atténuation, s'établissant à 563,7 milliards contre 567,4 milliards en 2006. Cette évolution est en rapport avec le recul du déficit des revenus des investissements, dont l'impact a été atténué par la baisse des entrées nettes au titre de la rémunération du travail.

Le déficit des revenus des investissements s'est établi à 680,4 milliards en 2007 contre 686,7 milliards en 2006. Cette légère diminution est essentiellement attribuable à la baisse de 4,6% des intérêts payés sur la dette extérieure, à la suite des allègements de dette, dont ont bénéficié certains pays de l'Union au cours des dernières années, notamment dans le cadre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (PPTE) et de l'IADM. Le ratio des paiements de la dette extérieure sur les sorties nettes au titre des revenus a poursuivi sa tendance baissière, en ressortant à 30,4% contre 31,7% en 2006.

Les sorties nettes au titre des revenus des investissements directs et de portefeuille ont, en revanche, augmenté de 2,8%, en liaison notamment avec la hausse des bénéfices et dividendes versés aux investisseurs non-résidents intervenant dans le secteur minier et celui des télécommunications.

Les revenus nets du travail, qui englobent notamment les salaires versés aux résidents par des unités extra-territoriales sont, pour leur part, ressortis excédentaires de 116,8 milliards contre 119,3 milliards en 2006.

### **2.1.4 – Balance des transferts courants : net accroissement des transferts publics et privés**

L'excédent des transferts courants s'est consolidé de plus de 60% en 2007, pour atteindre un niveau record de 1.238,3 milliards. Cette progression résulte de l'évolution favorable tant des transferts publics que des transferts privés.

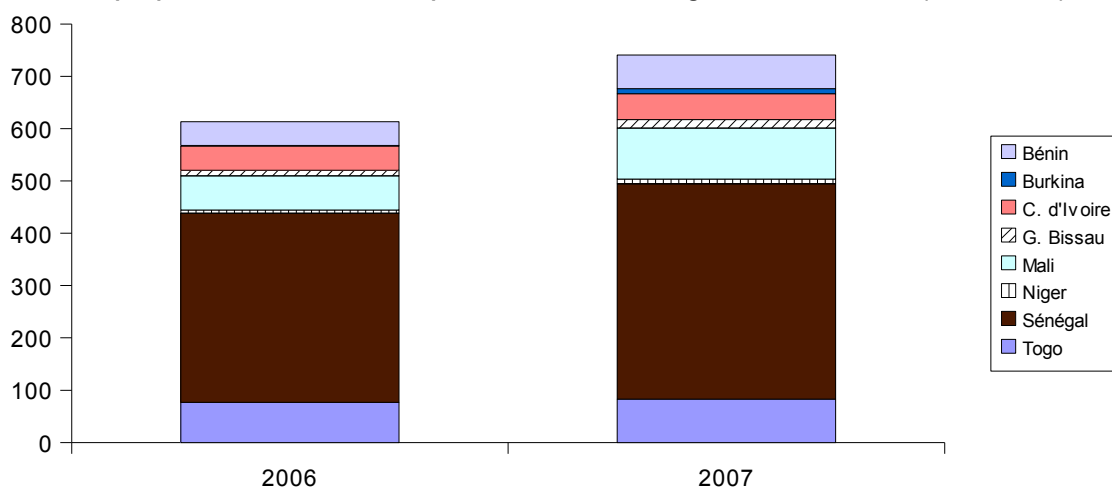
L'excédent des transferts courants publics s'est inscrit en hausse de 152,5 milliards, pour se situer à 471,5 milliards, en liaison avec l'accroissement des aides budgétaires reçues dans quasiment l'ensemble des Etats membres de l'Union. L'amélioration de cet excédent résulte également des ressources reçues par la Côte d'Ivoire au titre du dédommagement des victimes des déchets toxiques.

Les transferts privés nets, structurellement excédentaires, se sont établis à 766,7 milliards en 2007 contre 446,3 milliards en 2006. Cette évolution s'explique essentiellement par la hausse des réceptions de fonds des travailleurs migrants qui ont augmenté de 20,8% pour se situer à 741,0 milliards. Elle reflète, d'une part, la tendance haussière de ces flux dans les pays de l'Union et, d'autre part, une meilleure couverture statistique<sup>3</sup>.

Les principaux bénéficiaires des fonds reçus des migrants résidant en dehors de l'UEMOA sont le Sénégal, le Togo et le Mali avec des parts respectives de 56,0%, 13,0% et 11,0%.

<sup>3</sup> L'estimation des envois de fonds des migrants a été améliorée grâce à un meilleur suivi des transferts rapides de fonds, ainsi qu'à une évaluation, par certains pays, de la part des transferts bancaires classiques imputable auxdits fonds.

Graphique 6 : Evolution des réceptions de fonds des migrants dans l'UEMOA (en milliards)



Source : BCEAO

## 2.2 - COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES

L'excédent du compte de capital et d'opérations financières, présenté selon l'optique de la BCEAO<sup>4</sup>, s'est renforcé en 2007, en liaison avec la consolidation de la tendance haussière des entrées de capitaux privés au titre des investissements directs, des prêts et des acquisitions d'actifs non financiers, ainsi que l'augmentation des dons-projets. Cet excédent s'est situé à 2.356,6 milliards en 2007 contre 1.656,9 milliards en 2006.

### 2.2.1 - Compte de capital

Ce compte retrace les flux relatifs aux remises de dettes, aux dons-projets destinés au financement des investissements et aux acquisitions et cessions d'actifs non financiers non produits (terre, ressources du sous-sol, brevets, licences d'exploitation, droits d'auteurs, marques commerciales, etc.).

Il est ressorti excédentaire de 774,4 milliards, après le niveau exceptionnel de 4.818,5 milliards atteint en 2006, du fait des annulations de dette obtenues par cinq pays de l'Union dans le cadre de la mise en œuvre de l'IADM. Comparé au niveau hors IADM en 2006 qui s'établissait à 617,0 milliards, l'excédent du compte de capital s'est accru de 157,4 milliards.

Cet accroissement est attribuable à la progression des dons-projets dans quasiment tous les pays. Il résulte également de la cession par l'Etat du Sénégal de la troisième licence de téléphonie mobile à un opérateur non-résident pour un montant de 89,1 milliards.

### 2.2.2 - Compte d'opérations financières

Après le déficit exceptionnel de 3.161,7 milliards enregistré en 2006, dû à la baisse des engagements des Administrations publiques, contrepartie des annulations de dette au titre de l'IADM, le compte d'opérations financières est ressorti à nouveau excédentaire en 2007.

4 La présentation selon l'optique de la BCEAO déduit des investissements de portefeuille et des autres investissements, les flux concernant la Banque Centrale et les banques qui sont inclus dans les avoirs extérieurs nets, en dessous de la ligne du solde global.

L'excédent de ce compte qui inclut les investissements directs, les investissements de portefeuille et les autres investissements est ressorti à 1.582,2 milliards contre un solde, hors IADM, excédentaire de 738,0 milliards. La progression du solde des opérations financières est attribuable à l'ensemble de ses composantes.

**Les investissements directs, constitués des nouveaux investissements en capital, des bénéfiques réinvestis et des dettes et créances entre entreprises apparentées, ont enregistré une forte hausse en 2007.** Ils se sont établis à 698,1 milliards, en augmentation de 70,3% par rapport à 2006.

Cette progression est liée, en grande partie, à la cession par l'Etat burkinabè de ses parts dans le capital de l'Office National des Télécommunications (ONATEL) à un investisseur direct étranger pour un montant de 144,0 milliards. La hausse des investissements directs traduit également la poursuite de la tendance haussière des afflux de capitaux dans le secteur minier, en particulier en Côte d'Ivoire et au Niger, ainsi que dans les secteurs des télécommunications et du bâtiment.

**Encadré 1 : Evolution récente des investissements directs étrangers dans les pays de l'UEMOA.**

Les flux nets d'investissements directs étrangers (IDE) en direction des pays de l'UEMOA ont connu une progression régulière au cours des dernières années, dans le sillage de l'accroissement des mouvements de capitaux au niveau mondial.

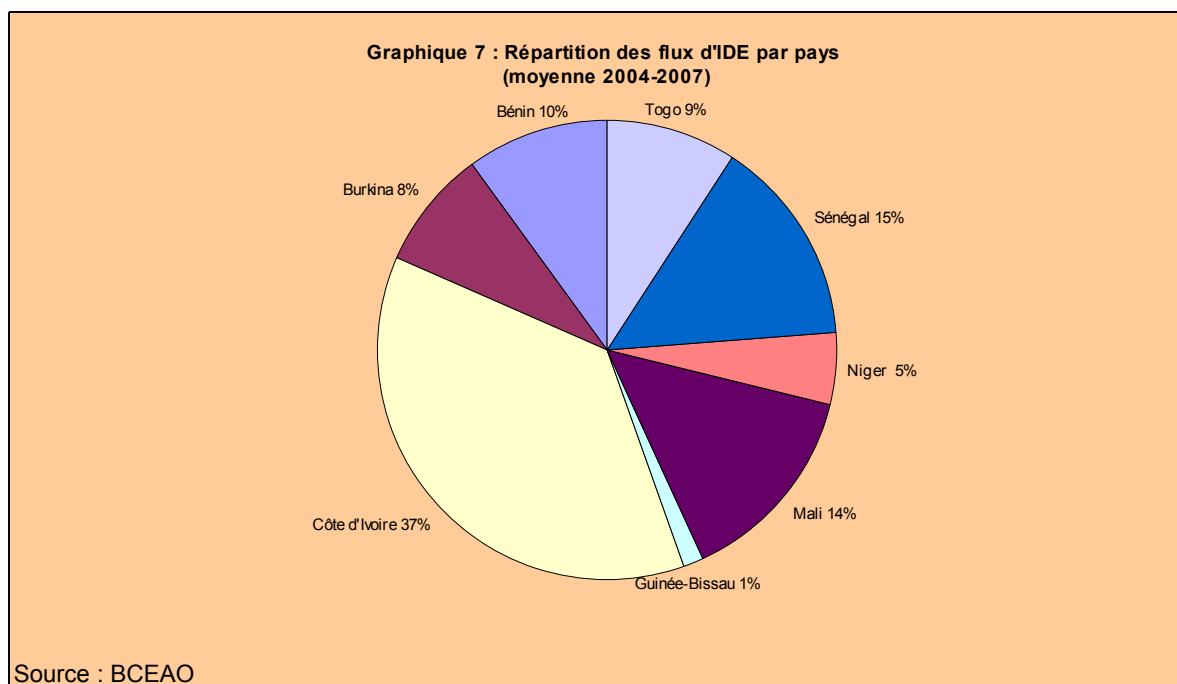
Ces flux se sont accrus en moyenne annuelle de 33,0% entre 2004 et 2007, faisant passer le ratio des IDE rapporté au PIB de 1,4% à 2,7% sur cette période. Le niveau de ce ratio avoisine ceux du continent africain et du Groupe des pays émergents et en développement, qui se sont établis en 2007 respectivement à 2,9% et 2,3%, selon les statistiques du FMI.

L'orientation favorable des IDE dans les pays de l'UEMOA découle, d'une part, de la mise en œuvre d'actions visant à renforcer leur attractivité, au nombre desquelles la révision des codes d'investissements et la simplification des procédures administratives pour les investisseurs et, d'autre part, du dynamisme de certains secteurs d'activités accueillant l'essentiel des IDE.

Il s'agit en particulier du secteur minier (pétrole en Côte d'Ivoire, or au Mali, uranium au Niger) stimulé par la hausse des cours internationaux, du secteur bancaire (au Sénégal et au Togo) et du secteur des télécommunications, du fait de la progression de la téléphonie mobile dans l'ensemble des pays de l'Union. Les IDE ont également concerné le secteur du bâtiment, singulièrement au Sénégal.

Contrairement aux années 1990 où les IDE résultaient de programmes de privatisation et de restructuration des entreprises publiques, les flux d'IDE au cours de ces dernières années se sont essentiellement traduits par la création de nouvelles structures économiques, plus favorables à la croissance de l'activité économique dans les pays de l'Union.





**Les investissements de portefeuille ont enregistré un excédent pour la première fois depuis trois ans.** Les principales opérations enregistrées sous cette rubrique concernent les transactions sur titres de participation représentant moins de 10,0% du capital social de la société, ainsi que les opérations sur titres de créances.

Le solde s'est situé à un excédent de 36,9 milliards contre un déficit de 5,7 milliards en 2006, en raison des remboursements reçus sur des obligations et des prises de participation dans les secteurs minier et des télécommunications, singulièrement au Niger et au Bénin.

Les **autres investissements** portent sur les crédits commerciaux, la monnaie fiduciaire et les dépôts, les prêts et particulièrement les transactions liées à l'endettement public (tirages, amortissements, accumulations d'arriérés de paiement, rééchelonnements). Ils sont ressortis à nouveau excédentaires après le déficit exceptionnel de 3.566,0 milliards enregistré en 2006, du fait de la comptabilisation dans les amortissements de dette de la totalité des annulations de dette de la Banque mondiale et de la BAD au titre de l'IADM.

Le solde des autres investissements s'est établi à 846,9 milliards, en progression de 513,3 milliards par rapport au niveau hors IADM de 2006. Cette évolution favorable résulte d'une hausse des flux nets en faveur du secteur privé.

Les flux nets de capitaux privés ont enregistré un excédent de 394,1 milliards contre un déficit de 105,4 milliards en 2006, du fait, d'une part, de la hausse des crédits commerciaux reçus par les résidents de l'Union et, d'autre part, de la réduction des dépôts à l'extérieur, notamment du secteur minier.

L'excédent des flux nets en direction des administrations publiques s'est, pour sa part, établi à 452,8 milliards contre un niveau, hors IADM, de 455,9 milliards. Cette relative stabilité résulte des effets opposés de la réduction des tirages sur prêts extérieurs et du recul des amortissements au titre de la dette extérieure. Les arriérés de paiement extérieurs relevés dans certains Etats de l'Union au cours des dernières années ont persisté en 2007,

s'établissant à 300,4 milliards contre 398,8 milliards en 2006.

**Au total, le solde global de la balance des paiements de l'Union s'est maintenu sur la tendance haussière notée au cours des deux dernières années.** Il est ressorti excédentaire de 777,9 milliards contre 537,7 milliards en 2006. Cette évolution de l'excédent global des paiements s'est traduite par un accroissement de 753,9 milliards des avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale et de 23,9 milliards de ceux des banques, contre respectivement 526,8 milliards et 10,9 milliards en 2006.

### III. EVOLUTION DES ECHANGES INTRA-UEMOA

**Les transactions intra-communautaires se sont maintenues sur une tendance haussière, reflétant l'approfondissement du processus d'intégration économique dans l'Union.**

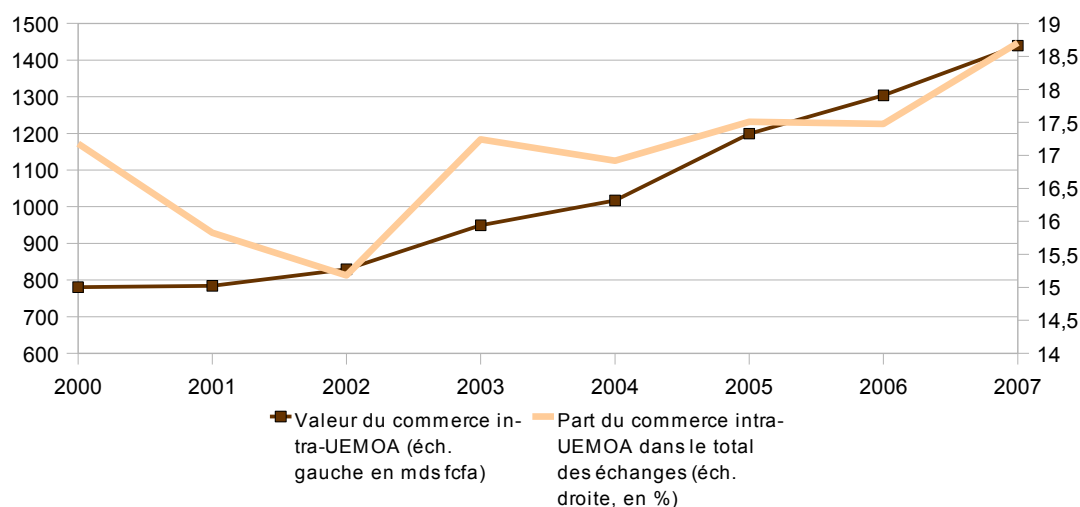
Ces transactions se sont inscrites dans un contexte marqué par la poursuite de la consolidation des relations commerciales entre la Côte d'Ivoire et les autres pays de l'Union et par un renforcement de l'activité de réexportation des pays côtiers. L'année 2007 a été également caractérisée par un accroissement du volume des opérations sur le marché financier régional.

#### 3.1 - COMMERCE INTRA-UEMOA DE BIENS

Les échanges de biens entre les pays membres, évalués sur la base des travaux de la Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA, sont restés sur une dynamique de hausse. Ils se sont établis à 1.439,4 milliards, en progression de 10,4% par rapport à 2006.

Leur part dans les exportations totales, ressortie à 17,9% en 2005 et à 17,5% en 2006, a atteint 20,0% en 2007, du fait du recul des ventes extérieures totales. La valeur du commerce intra-communautaire rapportée aux importations totales s'est, pour sa part, maintenue sur une tendance haussière, passant de 17,1% en 2005 à 17,5% en 2006, et à 17,8% en 2007.

Graphique 8 : Evolution du commerce intra-régional entre 2000 et 2007



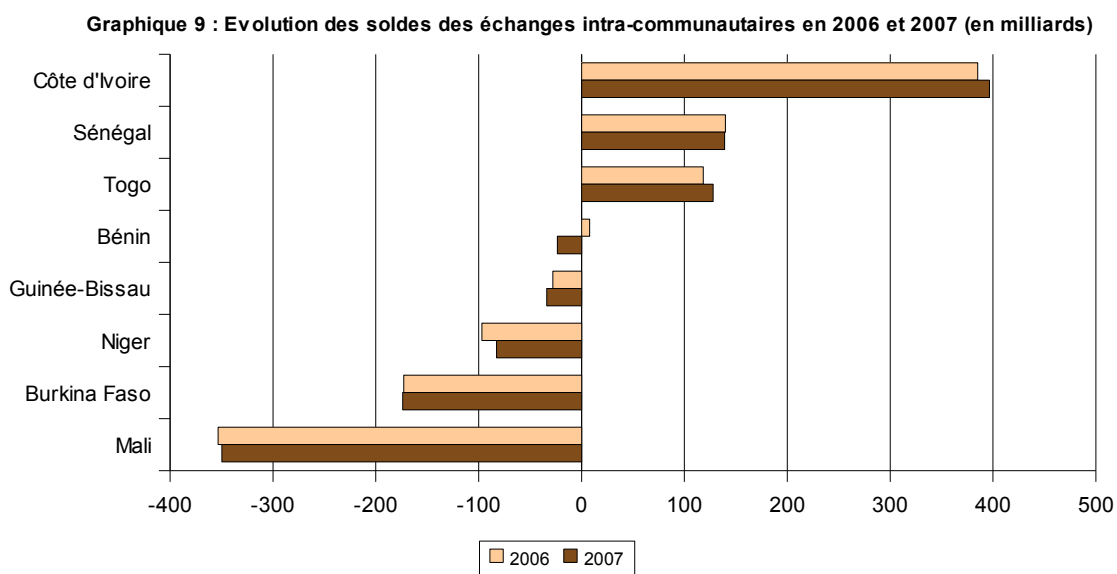
Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Le poids du commerce intra-régional dans l'Union est toutefois demeuré largement en retrait par rapport à d'autres zones d'intégration économique comme l'Union européenne ou les pays signataires de l'Accord de libre échange nord américain (ALENA). Le poids des échanges intra-régionaux rapportés aux exportations totales dans ces deux régions s'est situé respectivement à 74,0% et 51,0% en 2007.

Les échanges intra-communautaires de biens sont restés dominés par les produits pétroliers et le ciment exportés ou réexportés principalement par la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Togo et le Bénin. Les transactions sur les produits pétroliers et le ciment ont représenté respectivement 36,0% et 10,8% contre 39,6% et 10,4% en 2006.

La configuration des échanges intra-communautaires entre les pays de l'Union est restée quasiment identique à celle des années précédentes. La balance des échanges intra-UEMOA est demeurée structurellement excédentaire en Côte d'Ivoire, au Sénégal et au Togo.

En revanche, elle est ressortie déficitaire dans les pays enclavés à savoir le Burkina, le Mali et le Niger. Un déficit est également enregistré en Guinée-Bissau et pour la première fois depuis 2003, au Bénin. La Côte d'Ivoire et le Sénégal sont les premiers exportateurs intra-régionaux, tandis que le Mali et le Burkina occupent les premières positions au titre des importations.



Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

### **Encadré 2 : Circuits de commercialisation des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA.**

Le présent encadré fait une description du marché des produits pétroliers dans les pays de l'UEMOA et fait ressortir quelques difficultés liées à son suivi.

Le commerce de produits pétroliers dans l'Union porte essentiellement sur les produits raffinés, notamment le butane, l'essence, le super, le gasoil, le fuel-oil, le pétrole lampant et le kérosène. La production dans l'Union est assurée par deux structures, la Société Ivoirienne de Raffinage (SIR) et la Société Africaine de Raffinage (SAR) au Sénégal. Ces deux sociétés, dotées de capacités de production respectives de 4 millions et 1 million de tonnes, approvisionnent leur marché national et

exportent vers les autres pays de la CEDEAO et de l'Union, en particulier. Leurs productions en 2007 se sont situées respectivement à 3.179.073 tonnes et 679.000 tonnes.

La production régionale est complétée par les importations, effectuées selon deux schémas : l'importation par une entreprise en situation de monopole (Burkina, Côte d'Ivoire et Niger) et l'attribution de licences d'importation à plusieurs sociétés généralement dominées par les multinationales (Bénin, Guinée-Bissau, Mali, Sénégal et Togo).

Les acquisitions de produits pétroliers proviennent pour l'essentiel, du continent européen. Cependant, une intense activité de réexportation s'est développée entre la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Togo et le Bénin, d'une part, et le Burkina, la Guinée-Bissau, le Mali et le Niger, d'autre part.

**Tableau 1 : Estimations des échanges intra-communautaires de produits pétroliers en 2007 (en millions fcfa)**

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		17 962,8	8 126,3	0,0	36 929,3	6,6	0,0	4 431,3	<b>67 456,3</b>
	Burkina	63,5		8 983,6	0,0	5 208,7	50,8	311,2	2 016,6	<b>16 634,4</b>
	Côte d'Ivoire	41 601,2	71 310,9		4 620,1	49 799,7	14 475,8	12 373,2	14 127,5	<b>208 308,4</b>
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,0		0,0	0,0	406,5	0,0	<b>406,5</b>
	Mali	74,4	7,2	42,4	0,0		0,0	2 440,1	670,6	<b>3 234,7</b>
	Niger	9,4	157,4	2 054,5	0,0	1,2		16,5	16,8	<b>2 255,8</b>
	Sénégal	167,7	3 357,5	9,1	9 870,7	78 977,1	4,8		691,9	<b>93 078,8</b>
	Togo	3 555,6	24,0	80,9	0,0	4 144,1	6,2	2 226,8		<b>10 037,6</b>
	UEMOA	<b>45 471,8</b>	<b>92 819,8</b>	<b>19 296,8</b>	<b>14 490,8</b>	<b>175 060,1</b>	<b>14 544,2</b>	<b>17 774,3</b>	<b>21 954,7</b>	<b>401 412,5</b>

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

Le suivi des échanges de produits pétroliers entre les pays de l'UEMOA s'avère difficile en raison de la coexistence de trois mécanismes qui font l'objet de confusion dans leur traitement, à savoir le transit, la réexportation et le négoce international<sup>5</sup>.

L'approvisionnement des pays de l'UEMOA en produits pétroliers est, en effet, marqué par une présence importante de négociants installés dans les pays européens (ADDAX, TRAFIGURA, STASCO), mais qui peuvent satisfaire les commandes qui leur sont adressées par les pays de l'hinterland par des sociétés ou filiales installées en Côte d'Ivoire, au Bénin ou au Togo. Ainsi, les quantités d'hydrocarbures acheminées des pays côtiers vers ceux enclavés intègrent aussi bien les produits en transit, les ventes directes que les livraisons par l'intermédiaire des négociants internationaux.

Les différences d'appréciation et de modes d'enregistrement de ces opérations d'un pays à un autre sont généralement à l'origine des asymétries importantes relevées. A ces difficultés, s'ajoutent l'importance du commerce non contrôlé dans certains pays, ainsi que les changements de destination qui peuvent intervenir au cours du transport des hydrocarbures.

<sup>5</sup> Le négoce international fait référence aux achats par un négociant d'un bien auprès d'un résident d'un autre pays et sa revente à un autre non-résident, sans que ce bien ne franchisse la frontière de l'économie du négociant.

### 3.2 - AUTRES TRANSACTIONS COURANTES INTRA-COMMUNAUTAIRES

**Les transactions relatives aux autres rubriques du compte courant se sont également maintenues sur une tendance haussière en 2007.**

Les échanges de services se sont accrus de 7,3% pour ressortir à 380,9 milliards, du fait de la progression des flux relatifs aux transports, aériens en particulier. L'augmentation des échanges de services est également imputable aux services financiers, reflétant le processus d'intégration financière.

Les revenus des facteurs entre les pays de l'Union sont estimés à 190,3 milliards, en progression de 26,4%. Cette hausse est essentiellement attribuable à l'accroissement des bénéfices dans le secteur des télécommunications au Mali versés au Sénégal et à la croissance des revenus sur titres à la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières (BRVM).

Les transferts courants intra-communautaires sont, pour leur part, évalués à 359,4 milliards contre 300,8 milliards en 2006. Cette évolution reflète la progression des transferts privés, en particulier des envois de fonds des migrants, émis de la Côte d'Ivoire et du Sénégal vers les autres pays de l'Union.

### 3.3 - FLUX FINANCIERS INTRA-COMMUNAUTAIRES

**Les transactions intra-communautaires au titre du compte de capital et d'opérations financières se sont nettement accrues en 2007, en relation avec l'évolution favorable des transferts en capital, ainsi que des investissements directs et de portefeuille.**

Les flux recensés au niveau du compte de capital sont passés de 4,5 milliards en 2006 à 11,5 milliards en 2007, en liaison avec l'acquisition par la Société Nationale de Télécommunications du Sénégal (SONATEL) d'une licence de téléphonie mobile en Guinée-Bissau.

Les investissements directs intra-UEMOA sont évalués à 102,5 milliards contre 50,7 milliards en 2006. Cette forte progression est liée essentiellement à l'augmentation des bénéfices réinvestis, ainsi que des engagements financiers envers les entreprises apparentées dans le secteur des télécommunications au Mali et au Bénin.

Les investissements de portefeuille entre les pays de l'Union ont presque quadruplé entre 2006 et 2007, passant de 26,4 milliards à 129,0 milliards. Cette évolution est due aux souscriptions par des résidents de l'Union à des titres publics émis par des Etats membres dont ils ne sont pas ressortissants. Ces titres publics ont concerné des bons et obligations du Trésor émis par le Bénin, le Burkina, la Côte d'Ivoire, le Niger et le Sénégal.

## CONCLUSION

L'évolution des transactions extérieures dans les Etats membres de l'UEMOA est ressortie globalement positive nonobstant un environnement économique peu favorable. Les transactions extérieures de l'Union se sont en effet soldées en 2007, d'une part, par une consolidation des avoirs extérieurs, en rapport avec l'afflux de ressources financières reçues et, d'autre part, par un accroissement des échanges intra-communautaires, dénotant un renforcement de l'intégration économique régionale.

Cependant, la structure des échanges extérieurs de l'Union est demeurée une source importante de vulnérabilité des économies de l'Union aux chocs internes et externes. Cette vulnérabilité s'est manifestée par une forte dégradation du compte courant en 2007, en liaison avec la détérioration des termes de l'échange et les contre-performances des filières d'exportation.

Les incidences de cette vulnérabilité ont été, jusque là, atténuées, comme en 2007, par les afflux importants de financements extérieurs et des opérations d'annulation de dette.

L'occurrence de divers chocs aussi bien externes (énergétique, alimentaire) qu'internes, sur la période récente, souligne l'importance de conduire les politiques structurelles visant à réduire l'exposition des économies de l'Union à ces facteurs et à assurer leur viabilité externe.

La mise en œuvre de telles politiques s'avère d'autant plus nécessaire dans le contexte actuel de la crise financière qui, outre son incidence négative sur les exportations de biens et services, fait peser des incertitudes sur la mobilisation des capitaux étrangers.

L'approfondissement du processus d'intégration économique et financière demeure un axe de politique majeur, en vue d'amortir l'impact des chocs et de consolider la position extérieure de l'Union.

A cet égard, le développement des infrastructures régionales à travers notamment l'accélération de la mise en œuvre du Programme Economique Régional s'avère important. Un accent particulier devra, en outre, être mis sur l'émergence d'un appareil de production régional performant, à travers le développement d'entreprises à l'échelle communautaire à même de conquérir le marché régional et d'affronter la concurrence extérieure. La promotion des industries de transformation locale des produits primaires à l'échelle régionale pourrait également s'inscrire dans ce cadre.

Le développement de la coopération communautaire en matière énergétique, à travers singulièrement l'interconnexion des réseaux électriques, le regroupement de l'approvisionnement en produits pétroliers et la mise en place d'infrastructures communautaires de transport et de distribution d'énergie, devrait, par ailleurs, contribuer à l'allègement de la facture pétrolière.

## **LISTE DES ANNEXES**

### **ANNEXE 1 : TABLEAUX STATISTIQUES**

- Tableau A1 : Balance des paiements régionale 2007
- Tableau A2 : Evolution de la balance des paiements régionale entre 2003 et 2007
- Tableau A3.1 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2005
- Tableau A3.2 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2006
- Tableau A3.3 : Matrice des échanges intra-communautaires en 2007
- Tableau A4.1 : Principaux produits échangés dans le commerce intra-UEMOA en 2007
- Tableau A4.2 : Part des principaux produits dans les exportations intra-UEMOA en 2007
- Tableau A5 : Evolution du poids du commerce intra-UEMOA entre 2001 et 2007

### **ANNEXE 2 : PRINCIPALES COMPOSANTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS**

TABLEAU A1 : BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE 2007 (millions de FCFA)

Libellés	Crédit	Débit	Net
<b>Compte des transactions courantes</b>	<b>8 749 769</b>	<b>10 354 510</b>	<b>-1 604 741</b>
<b>Biens</b>	<b>5 757 189</b>	<b>6 663 439</b>	<b>-906 250</b>
Marchandises générales	5 044 046	6 561 611	-1 517 565
Autres biens	713 143	101 828	611 315
<b>Services</b>	<b>1 180 484</b>	<b>2 553 607</b>	<b>-1 373 123</b>
Transports	186 965	1 442 805	-1 255 840
dont fret	39 292	1 160 977	-1 121 685
Voyages	436 744	374 105	62 639
Services des Administrations publiques	160 428	131 121	29 307
Autres services	396 347	605 576	-209 229
<b>Revenus</b>	<b>243 042</b>	<b>806 711</b>	<b>-563 669</b>
Revenus du travail	150 181	33 411	116 770
Revenus des investissements	92 861	773 300	-680 439
dont intérêts sur dette publique	1 685	173 072	-171 387
<b>Transferts courants</b>	<b>1 569 054</b>	<b>330 753</b>	<b>1 238 301</b>
Administrations publiques	481 946	10 406	471 540
Autres transferts	1 087 108	320 347	766 761
<b>Compte de capital et d'opérations financières</b>	<b>3 622 353</b>	<b>1 265 744</b>	<b>2 356 609</b>
Transferts de capital	677 522	2 487	675 035
Administrations publiques	580 982	0	580 982
Remises de dettes	33 586	0	33 586
Autres transferts	547 396	0	547 396
Autres secteurs (privés)	96 540	2 487	94 053
Actifs non financiers non produits	117 775	18 414	99 361
<b>Investissements directs</b>	<b>899 173</b>	<b>200 717</b>	<b>698 456</b>
De l'économie à l'étranger	23 303	8 544	14 759
De l'étranger dans l'économie	875 870	192 173	683 697
<b>Investissements de portefeuille</b>	<b>59 861</b>	<b>22 964</b>	<b>36 897</b>
Avoirs	20 707	9 431	11 276
Engagements	39 154	13 533	25 621
<b>Autres investissements</b>	<b>1 868 022</b>	<b>1 021 162</b>	<b>846 860</b>
Avoirs	206 628	304 476	-97 848
Administrations publiques	1 513	1 850	-337
Autres secteurs	205 115	302 626	-97 511
Engagements	1 661 394	716 686	944 708
Administrations publiques	831 783	378 680	453 103
Autres secteurs	829 611	338 006	491 605
<b>Financement exceptionnel (pour mémoire)</b>	<b>348 431</b>	<b>10 969</b>	<b>337 462</b>
Rééchelonnement	3 500		3 500
Annulations de dettes	33 586		33 586
Variations des arriérés	311 345	10 969	300 376
Autres	0	0	0
Erreurs et omissions nettes	26 006	0	26 006
<b>Solde global</b>	<b>13 797 956</b>	<b>13 020 082</b>	<b>777 874</b>

Source : BCEAO



**TABLEAU A2 : EVOLUTION DE LA BALANCE DES PAIEMENTS REGIONALE ENTRE 2003 et 2007**  
(milliards FCFA)

<b>LIBELLES</b>	<b>2003</b>	<b>2004</b>	<b>2005</b>	<b>2006</b>	<b>2007</b>
Exportation FOB	4831,1	5100,8	5509,9	6164,2	5757,2
Importation FOB	-4390,0	-4878,5	-5799,0	-6148,6	-6663,4
Balance commerciale	441,1	222,3	-289,0	15,6	-906,3
Balance des services	-1135,9	-1205,2	-1343,9	-1346,0	-1373,1
dont fret	-794,8	-878,7	-1034,4	-1055,8	-1121,7
Balance des revenus	-629,4	-641,3	-570,7	-567,4	-563,7
dont intérêts sur la dette extérieure	-310,5	-268,5	-241,5	-179,7	-171,4
Balance des transferts courants	446,7	521,0	661,4	765,3	1238,3
dont privés	151,7	249,0	359,2	446,3	766,8
Envois de fonds des travailleurs (crédit)	420,3	438,4	563,7	613,3	741,0
dont publics	294,9	272,0	302,2	319,0	471,5
<b>BALANCE DES TRANSACTIONS COURANTES</b>	<b>-877,5</b>	<b>-1103,2</b>	<b>-1542,2</b>	<b>-1132,6</b>	<b>-1604,7</b>
<b>COMPTE DE CAPITAL ET D'OPERATIONS FINANCIERES</b>	<b>1042,2</b>	<b>1218,5</b>	<b>1608,0</b>	<b>1656,9</b>	<b>2356,6</b>
Compte de capital	426,4	835,3	596,3	4818,5	774,4
Dont remise de dette	103,5	407,4	120,0	4265,7	33,6
Opérations financières	615,8	383,2	1011,7	-3161,7	1582,2
Investissements directs	348,4	332,9	379,4	410,1	698,5
Investissements de portefeuille	60,1	-15,5	-3,2	-5,7	36,9
Autres investissements	207,4	65,8	635,5	-3566,0	846,9
Amortissement de la dette	-686,2	-894,6	-500,0	-4375,1	-378,7
Dont Financement exceptionnel	621,3	545,3	538,6	401,8	303,9
- variation des arriérés	439,3	491,4	502,6	398,8	300,4
- rééchelonnement	182,0	53,9	36,0	3,0	3,5
- autres	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
ERREURS ET OMISSIONS NETTES	-24,6	-33,4	32,6	13,4	26,0
<b>SOLDE GLOBAL</b>	<b>140,1</b>	<b>81,9</b>	<b>98,3</b>	<b>537,7</b>	<b>777,9</b>
Contrepartie de la réévaluation des comptes en DTS	92,4	11,4	1,5	12,5	4,7
Variation des dépôts des émigrés (1)	18,8	6,1	18,8	34,8	74,7
Autres ajustements d'écart (hors bilan des banques)	-37,2	24,9	-5,5	18,8	-64,6
<b>AVOIRS EXTERIEURS NETS</b>	<b>214,1</b>	<b>124,2</b>	<b>113,1</b>	<b>603,8</b>	<b>792,7</b>
<b>RATIOS CARACTERISTIQUES</b>					
Taux de couvertures des importations par les exportations (%)	110,0	104,6	95,0	100,3	86,4
Degré d'ouverture (%)	43,4	44,9	46,5	46,9	45,0
Balance courante hors dons	-1172,5	-1375,2	-1844,5	-1478,2	-2086,7
Balance courante hors dons rapporté au PIB (%)	-5,5	-6,2	-7,5	-5,6	-7,6
Balance courante rapporté au PIB (%)	-4,1	-5,0	-6,3	-4,3	-5,8
Solde global rapporté au PIB (%)	0,7	0,4	0,4	2,0	2,8
Réserves de change (AEB)	3735,3	3729,4	3768,9	4013,4	4795,6
Importations de biens et services	6219,0	6941,4	8067,8	8516,9	9217,0
Couverture des importations par les réserves (mois)	7,2	6,4	5,6	5,7	6,2

Source : BCEAO

(1) Variation en 2007 due à la distinction opérée pour la première fois par une banque malienne entre les dépôts des résidents et ceux des émigrés maliens

Tableau A3.1 : matrice des échanges intra-communautaires en 2005 (en milliards FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		5,4	2,4	0,0	75,5	92,7	0,3	6,4	182,6
	Burkina	2,8		30,0	0,0	11,9	20,5	0,1	14,4	79,7
	Côte d'Ivoire	78,6	156,7		4,3	84,2	35,2	69,4	38,6	467,0
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	1,7		0,4	0,0	0,2	0,0	2,2
	Mali	3,0	4,1	7,4	0,4		1,1	16,2	0,2	32,4
	Niger	3,4	2,6	4,5	0,2	0,6		0,0	4,5	15,9
	Sénégal	8,2	9,0	19,2	29,6	143,5	3,3		8,2	221,1
	Togo	52,3	68,4	3,3	0,0	53,2	19,5	1,7		198,4
	UEMOA	148,3	246,2	68,4	34,6	369,4	172,3	87,9	72,2	1 199,4

Source : BCEAO

Tableau A3.2 : matrice des échanges intra-communautaires en 2006 (en milliards FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		8,2	6,6	0	73,2	62,6	11,0	22,3	183,9
	Burkina	2,8			0,0	9,3	7,4	1,4	5,8	55,5
	Côte d'Ivoire	58,1	165,0		3,2	124,0	30,1	58,2	58,8	497,3
	Guinée-Bissau	0	0,1	0,3		0,3	0	8,7	0,0	9,4
	Mali	1,6	8,8	25,8	0,5		2,5	25,6	1,2	66,0
	Niger	4,5	3,5	4,0	0	4,1		0,0	5,5	21,6
	Sénégal	6,2	12,0	22,2	33,7	161,0	3,2		9,9	248,2
	Togo	103,0	30,9	24,3	0,0	47,6	12,8	3,3		222,0
	UEMOA	176,1	228,3	112,0	37,4	419,4	118,6	108,3	103,6	1 303,8

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

Tableau A3.3 : matrice des échanges intra-communautaires en 2007 (en milliards FCFA)

		Importateurs								
		Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Exportateurs	Bénin		27,9	14,3	0,0	40,2	23,0	1,5	37,3	144,2
	Burkina	8,9		35,8	0,0	32,2	12,2	3,0	14,8	107,0
	Côte d'Ivoire	51,4	172,1		5,1	145,8	36,4	92,7	37,6	541,1
	Guinée-Bissau	0,0	0,0	0,1		0,0	0,0	13,4	0,0	13,5
	Mali	1,1	7,8	30,5	0,3		4,9	28,8	2,1	75,6
	Niger	12,5	2,7	10,6	0,1	1,4		1,1	1,5	29,9
	Sénégal	7,1	12,1	32,5	40,5	186,4	7,5		10,4	296,6
	Togo	86,7	58,1	20,5	1,2	19,5	28,6	17,0		231,7
	UEMOA	167,7	280,8	144,4	47,3	425,4	112,6	157,5	103,7	1 439,4

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

Tableau A4.1 : Principaux produits échangés dans le commerce intra-UEMOA en 2007 (en millions FCFA)

Produits	Pays exportateurs								
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Combustibles, minéraux, huiles (produits pétroliers et électricité)	67 456,3	16 634,4	208 308,4	406,5	3 234,7	2 255,7	93 078,8	34 686,6	426 061,4
Sel, soufre, terre, pierre (ciment)	2 823,0	568,7	38 110,4	0,0	67,4	1,2	40 663,7	45 305,9	127 540,2
Produits en plastique	68,4	4 471,4	23 291,3	0,0	881,0	0,6	9 619,1	14 302,3	52 634,1
Savons, préparations pour lessives, produits d'entretien	5,2	14,6	32 859,7	0,0	76,0	2,0	5 646,2	2 027,1	40 630,8
Graisses et huiles	0,0	2 358,2	32 686,2	0,0	20,6	0,0	265,9	3 943,4	39 274,3
Tabacs	15 036,7	4 731,3	17 161,5	0,0	141,7	27,2	1 933,3	0,0	39 031,7
Animaux vivants	0,0	4 200,8	0,0	0,0	33 643,1	1,9	33,0	0,0	37 878,8
Préparations alimentaires (agroalimentaire)	8,3	358,9	23 649,1	0,0	107,4	9,9	11 336,3	405,5	35 875,3
Fonte, fer et acier	1 064,1	4 508,8	4 963,7	0,0	917,8	2,7	7 484,8	9 221,9	28 163,8
Engrais	0,0	0,0	12 580,6	0,0	479,1	46,8	10 780,6	2 530,3	26 417,4
Produits cosmétiques	54,4	163,5	12 665,2	0,0	135,3	0,0	5 960,5	1 799,4	20 778,3
Voitures automobiles, cycles et accessoires	1 188,0	2 767,3	4 082,8	53,8	383,5	393,9	6 737,1	1 775,6	17 381,9
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	86,6	492,9	16 534,5	0,0	71,2	1,6	352,6	35,7	17 575,1
Céréales	0,0	2 498,3	132,0	0,0	165,1	2,1	12 402,5	280,1	15 479,9
Coton	780,9	4 584,6	5 543,0	0,0	854,7	1 610,6	520,5	130,2	14 024,5
Autres produits	7 538,1	20 182,4	71 061,8	21,3	13 751,5	3 036,7	75 797,1	52 706,5	244 095,2
<b>Total exportations (officielles)</b>	<b>96 109,8</b>	<b>68 536,1</b>	<b>503 630,2</b>	<b>481,5</b>	<b>54 930,0</b>	<b>7 392,8</b>	<b>282 612,1</b>	<b>169 150,4</b>	<b>1 182 842,9</b>

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

NB : Chiffres issus des statistiques officielles réconciliées. Ils n'intègrent, de ce fait, qu'une partie du commerce non contrôlé.

Tableau A4.2 : Part des principaux produits dans les exportations intra-UEMOA en 2007 (en %)

Produits	Pays exportateurs								
	Bénin	Burkina Faso	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	UEMOA
Combustibles, minéraux, huiles (produits pétroliers et électricité)	70,2	24,3	41,4	84,4	5,9	30,5	32,9	20,5	36,0
Sel, soufre, terre, pierre (ciment)	2,9	0,8	7,6	0,0	0,1	0,0	14,4	26,8	10,8
Produits en plastique	0,1	6,5	4,6	0,0	1,6	0,0	3,4	8,5	4,4
Savons, préparations pour lessives, produits d'entretien	0,0	0,0	6,5	0,0	0,1	0,0	2,0	1,2	3,4
Graisses et huiles	0,0	3,4	6,5	0,0	0,0	0,0	0,1	2,3	3,3
Tabacs	15,6	6,9	3,4	0,0	0,3	0,4	0,7	0,0	3,3
Animaux vivants	0,0	6,1	0,0	0,0	61,2	0,0	0,0	0,0	3,2
Préparations alimentaires (agroalimentaire)	0,0	0,5	4,7	0,0	0,2	0,1	4,0	0,2	3,0
Fonte, fer et acier	1,1	6,6	1,0	0,0	1,7	0,0	2,6	5,5	2,4
Engrais	0,0	0,0	2,5	0,0	0,9	0,6	3,8	1,5	2,2
Produits cosmétiques	0,1	0,2	2,5	0,0	0,2	0,0	2,1	1,1	1,8
Voitures automobiles, cycles et accessoires	1,2	4,0	0,8	11,2	0,7	5,3	2,4	1,0	1,5
Bois, charbon de bois et ouvrages en bois	0,1	0,7	3,3	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	1,5
Céréales	0,0	3,6	0,0	0,0	0,3	0,0	4,4	0,2	1,3
Coton	0,8	6,7	1,1	0,0	1,6	21,8	0,2	0,1	1,2
Autres	7,8	29,4	14,1	4,4	25,0	41,1	26,8	31,2	20,6
Total	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale chargée de la réconciliation des données du commerce intra-UEMOA

NB : Chiffres issus des statistiques officielles réconciliées. Ils n'intègrent, de ce fait, qu'une partie du commerce non contrôlé.

TABLEAU A5 : EVOLUTION DU POIDS DU COMMERCE INTRA-UEMOA ENTRE 2001 ET 2007 (en %)

		2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007
BENIN	<i>Part dans les exportations (1)</i>	12,4	12,5	35,4	53,0	59,9	47,8	28,7
	<i>Part dans les importations (2)</i>	20,4	20,4	23,7	24,8	32,5	32,2	21,8
	<i>Part dans les échanges totaux de biens (3)</i>	17,1	17,3	28,4	36,2	43,5	38,7	24,6
BURKINA	<i>Part dans les exportations</i>	25,1	25,2	20,9	29,7	32,2	18,0	35,8
	<i>Part dans les importations</i>	35,8	42,6	42,6	41,4	45,6	40,6	48,0
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	32,6	37,2	35,7	37,5	41,4	32,6	43,9
COTE D'IVOIRE	<i>Part dans les exportations</i>	15,4	11,7	11,0	10,2	11,5	11,2	13,0
	<i>Part dans les importations</i>	3,9	4,3	3,4	3,0	2,5	4,0	4,9
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	11,0	9,4	8,3	7,4	7,8	8,4	9,7
GUINEE BISSAU	<i>Part dans les exportations</i>	4,3	6,8	6,4	5,8	4,7	24,2	26,3
	<i>Part dans les importations</i>	29,6	39,2	44,2	59,3	61,9	56,3	58,8
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	16,9	23,6	25,3	33,7	35,7	44,5	46,1
MALI	<i>Part dans les exportations</i>	8,8	7,3	8,1	7,6	5,6	8,1	10,1
	<i>Part dans les importations</i>	47,9	51,9	48,7	54,7	56,2	54,4	48,1
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	28,5	27,3	29,0	32,5	32,5	30,7	30,7
NIGER	<i>Part dans les exportations</i>	4,4	5,2	6,2	3,9	6,3	8,1	9,4
	<i>Part dans les importations</i>	34,2	34,5	45,6	39,9	42,5	30,3	25,7
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	20,7	21,9	29,1	24,6	28,6	21,3	18,8
SENEGAL	<i>Part dans les exportations</i>	14,2	18,7	24,8	24,2	26,6	29,8	37,0
	<i>Part dans les importations</i>	6,9	5,1	6,7	6,1	5,8	6,5	7,9
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>							
TOGO	<i>Part dans les exportations</i>	38,4	40,0	54,5	52,9	57,0	56,3	71,4
	<i>Part dans les importations</i>	19,0	18,7	22,0	19,1	11,7	16,3	20,2
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	26,9	27,7	36,3	33,1	28,0	31,5	40,0
UEMOA	<i>Part dans les exportations</i>	15,4	13,7	16,6	16,6	18,0	17,5	20,0
	<i>Part dans les importations</i>	16,3	17,0	18,0	17,2	17,1	17,5	17,8
	<i>Part dans les échanges totaux de biens</i>	15,8	15,2	17,2	16,9	17,5	17,5	18,8

Sources : BCEAO, Cellule sous-régionale

(1) : Part des exportations intra-UEMOA sur les exportations totales

(2) : Part des importations intra-UEMOA sur les importations totales

(3) : Somme des exportations et des importations intra-UEMOA rapportée au total des échanges de biens du pays

## ANNEXE 2 : PRINCIPALES COMPOSANTES DE LA BALANCE DES PAIEMENTS

Les comptes extérieurs présentés sont établis selon les principes de la cinquième édition du Manuel de la balance des paiements (MBDP), publiée par le FMI en mai 1993.

Les composantes types de la balance des paiements sont réparties en deux grandes catégories, à savoir le compte des transactions courantes et le compte de capital et d'opérations financières.

### 1. Compte des transactions courantes

Sont incluses dans le compte des transactions courantes, toutes les transactions portant sur des valeurs économiques (autres que des actifs financiers) entre entités résidentes et non-résidentes. Les contreparties des valeurs économiques courantes qui sont fournies ou acquises sans réciprocité y sont également inscrites. Les grandes subdivisions (postes) sont les biens, les services, les revenus et les transferts courants.

– les biens sont classés en 5 catégories distinctes qui présentent un intérêt analytique différent :

- . Marchandises générales ;
- . Biens importés ou exportés pour transformation ;
- . Réparation de biens ;
- . Achats de biens dans les ports par les transporteurs ;
- . Or non monétaire.

– les services sont répartis en 11 postes :

- . Transports ;
- . Voyages ;
- . Services de communication ;
- . Services de bâtiment et travaux publics ;
- . Services d'assurance ;
- . Services financiers ;
- . Services d'informatique et d'information ;
- . Redevances et droits de licence ;
- . Autres services aux entreprises ;
- . Services personnels, culturels et relatifs aux loisirs ;
- . Services fournis ou reçus par les administrations publiques, n.c.a<sup>6</sup>.

---

6 Non compris ailleurs

– les revenus sont définis comme étant la rémunération des facteurs de production. Ce poste englobe la rémunération des salariés sous toutes ses formes, ainsi que le revenu des investissements. La rubrique "revenu des investissements" enregistre les revenus que les entités résidentes retirent de la propriété d'avoirs financiers étrangers et vice-versa. Elle se subdivise en 3 catégories :

- . revenu des investissements directs ;
- . revenu des investissements de portefeuille ;
- . revenu des autres investissements.

– les transferts courants se répartissent en deux catégories sectorielles : les administrations publiques et les autres secteurs. Ceux des administrations publiques comprennent les aides non remboursables en espèces ou en nature reçues des autres administrations publiques ou des organisations internationales. Les transferts courants privés sont essentiellement constitués des envois de fonds des travailleurs et des dons des ONG. Les transferts courants, contrairement à toutes les précédentes éditions du Manuel de la balance des paiements, sont distingués des transferts de capital inclus dans le compte de capital.

## **2. Compte de capital et d'opérations financières**

Il a deux principales composantes :

- le compte de capital ;
- le compte d'opérations financières.

Le compte de capital regroupe les transferts de capital qui comprennent les remises de dettes, les dons en biens d'équipement ou destinés à en acquérir et les acquisitions ou cessions d'actifs non financiers non produits (achats de brevets, licences, achats d'immeubles par les ambassades).

Les principales composantes du compte d'opérations financières sont :

- les investissements directs qui comprennent les opérations financières effectuées par une entité appelée investisseur direct, lequel vise un intérêt durable tel la rentabilité ou le développement futur de l'entreprise qui reçoit l'investissement et détient dans cette optique au moins 10% des actions ou des droits de vote. Ils sont constitués des nouveaux investissements en capital, des bénéfices réinvestis et des dettes et créances entre entreprises apparentées ;
- les investissements de portefeuille qui regroupent tous les investissements internationaux réalisés sous forme d'acquisition de titres de participation ou de titres de créances, autres que ceux déjà recensés dans les investissements directs et dans les réserves (moins de 10% des actions).
- les autres investissements, constitués d'une catégorie fonctionnelle résiduelle où sont recensées toutes les autres opérations sur les actifs et passifs non classées dans les investissements directs, les investissements de portefeuille et les réserves, notamment les crédits commerciaux, les prêts ou emprunts, les utilisations des crédits du FMI, la

monnaie fiduciaire et les dépôts ;

- les avoirs de réserve, constitués d'avoirs extérieurs à la disposition immédiate et sous le contrôle effectif des autorités monétaires et qui permettent à celles-ci de financer directement les déséquilibres des paiements, de réguler indirectement l'ampleur de ces déséquilibres au moyen d'interventions sur le marché des changes pour influencer sur le cours de la monnaie nationale et de parer à d'autres besoins.

Pour les besoins de l'analyse, la balance des paiements est aussi présentée selon l'optique de la BCEAO. Dans cette présentation, il est établi un solde global résultant des transactions courantes et de capital, ainsi que des opérations financières concernant les secteurs autres que la Banque centrale et les banques. Les investissements de portefeuille et les autres investissements de la Banque Centrale et des banques, ainsi que les avoirs de réserve sont regroupés dans les Avoirs et engagements extérieurs en dessous de la ligne du solde global, dont ils constituent la contrepartie.

